

Direction de la coordination interministérielle
et de l'appui territorial
Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2026-01-09-00004

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL portant mise en demeure
en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement**

à l'encontre de Grand Montauban Communauté d'Agglomération (GMCA) (dénommée ci-après « l'exploitant »), dont le siège social est situé 9 Rue de l'hôtel de Ville, exploitant une station d'épuration, une unité de méthanisation et une unité de compostage au 146 Route d'Albefeulle Lagarde sur le territoire de la commune de Montauban

**Le Préfet de TARN-ET-GARONNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le Code de l'environnement en particulier l'article L. 171-8 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

VU l'arrêté ministériel du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 82-2023-01-31-00005 du 31 janvier 2023 modifié portant autorisation environnementale ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 18 décembre 2025 de la visite d'inspection du 3 octobre 2025, accompagné du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, transmis à l'exploitant le 24 décembre 2025 par lettre recommandée avec accusé de réception conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU le courriel de l'exploitant en date du 6 janvier 2026 ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté lors de la visite du 3 octobre 2025, réalisée par l'inspection des installations classées, notamment :

- l'absence de justificatif relatif au comportement au feu et le désenfumage du local d'épuration du biogaz et du poste d'injection, énoncés respectivement aux articles 15 et 16 de l'arrêté ministériel susvisé du 12 août 2010. (c.f. article 26.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 janvier 2023 susvisé),
- l'absence de justificatif de résistance au feu du bâtiment de compostage (c.f. article 28.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 janvier 2023 susvisé),
- l'absence du système de détection incendie sur la plateforme de compostage constitué de :
 - 5 caméras thermiques,
 - 1 centralisateur de mise en sécurisation incendie (CMSI),
 - 1 ensemble de détecteurs incendie reliés au CMSI,
 - 1 alimentation électrique de sécurité (AES),
 - 1 ensemble sirène,
 - 1 ensemble gyrophare,
 - 1 ensemble déclencheurs manuels. (c.f. article 28.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 janvier 2023 susvisé),
- l'absence de justificatif de mise en place des trappes de désenfumage asservie à la CMSI et des éléments légers fusibles. (c.f. article 28.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 janvier 2023 susvisé) ;

CONSIDÉRANT que ces manquements sont susceptibles d'être à l'origine d'une aggravation du risque d'incendie des équipements concernés ;

CONSIDÉRANT que ces manquements sont susceptibles d'être à l'origine de la perte complète du bâtiment de compostage impactant le fonctionnement normal de la station d'épuration ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte potentielle aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions réglementaires susvisées;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Mise en demeure

L'exploitant **est mis en demeure** de respecter l'article **26.3** de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 janvier 2023 susvisé, **sous 6 mois**, en justifiant du comportement au feu et du désenfumage du local d'épuration du biogaz et du poste d'injection (énoncés respectivement aux articles 15 et 16 de l'arrêté ministériel susvisé du 12 août 2010) ;

ARTICLE 2 :

L'exploitant **est mis en demeure** de respecter l'article **28.1.1** de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 janvier 2023 susvisé, **sous 6 mois**, en justifiant de la résistance au feu du bâtiment de compostage ;

ARTICLE 3 :

L'exploitant **est mis en demeure** de respecter l'article **28.1.2** de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 janvier 2023 susvisé, **sous 9 mois**, en installant le système de détection incendie sur la plateforme de compostage constitué de :

- 5 caméras thermiques,
- 1 centralisateur de mise en sécurisation incendie (CMSI),
- 1 ensemble de détecteurs incendie reliés au CMSI,
- 1 alimentation électrique de sécurité (AES),
- 1 ensemble sirène,
- 1 ensemble gyrophare,
- 1 ensemble déclencheurs manuels.

Le CMSI est asservi au déclenchement du désenfumage (trappes) et à l'évacuation ;

ARTICLE 4 :

L'exploitant **est mis en demeure** de respecter l'article **28.2** de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 janvier 2023 susvisé **sous 9 mois**, en justifiant de la mise en place des trappes de désenfumage (asservie à la CMSI) et des éléments légers fusibles ;

ARTICLE 5 : Délais

Les délais courent à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues dans le présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 7 : Information des tiers

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 8 : Exécution

L'arrêté est notifié à l'exploitant.

La Secrétaire Générale de la Préfecture de Tarn-et-Garonne, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie est notifiée :

- au sous-préfet d'arrondissement compétent ;
- au maire de la commune d'implantation ;

À Montauban, le 09 JAN. 2026

Le Préfet



Vincent ROBERTI

Délais et voies de recours

En application des dispositions inscrites au Code de l'environnement et notamment son article L.171-11, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au Code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE – Tél : 05.62.73.57.57), par la personne qui en fait l'objet, par voie de recours formée contre une décision, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Tarn-et-Garonne – 2 Allée de l'Empereur – 82000 Montauban. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du Ministre en charge des installations classées pour la protection de l'environnement – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai sus-mentionné.